

Les Carnets RH



supplément partenaires

L'EXPRESS
 > WWW.LEXPRESS.FR/EMPLOI

Économie

- Le grand gaspillage
- Notation de la dette: la Fr...
- L'écotaxe face à la fronde...
- Travail nocturne et domin...
- Les prochains krachs
- Les nouveaux modes de ...

[Accueil](#) > [Economie](#)

TRIBU

Ces magistrats qui passent au privé

Pascal Hénisse - publié le 20/02/2002 à 10:36

Les juges spécialisés dans la délinquance financière sont devenus des recrues de choix pour les entreprises. Rencontre avec les mercenaires de la justice.

[Partager](#) 0 [Tweeter](#) 0 [+1](#) 0 [Partager](#) 0

Cette porte claquée a fait grand bruit dans les couloirs de la justice. Fin 2000, en conflit avec sa hiérarchie, **Anne-José Fulgérans**, chef de la section financière du parquet de Paris, est partie exercer ses talents au sein du cabinet d'audit Andersen. Elle travaille toujours sur les questions liées au blanchiment d'argent. " J'ai le sentiment de redonner un sens à l'action de justice que j'ai toujours voulu mener ", explique celle qui a traité quelques-unes des affaires les plus sensibles du moment (Crédit Lyonnais, Mnef...).

A peine avait-elle quitté la magistrature que son passé l'a rattrapée sous la forme d'une invitation à dîner entre anciens confrères. Les juges privatisés sont près d'une trentaine aujourd'hui. **Bernard Field**, premier substitut du procureur de la République à Paris, lance le mouvement en rejoignant Saint-Gobain au milieu des années 80. Puis le mouvement s'accélère. Sensibilisées au risque pénal (la moitié des PDG du CAC 40 ont été mis en examen au cours des dix dernières années), les entreprises recrutent au sein même du corps qui les poursuit devant les tribunaux.

Le 18 heures

Recevez l'essentiel de l'actualité :



IMMOBILIER

avec Logic Immo


Arrêtez de chercher, trouvez !

1 million d'annonces immobilières à découvrir pour

Abonnez-vous à L'Expansion



Lire L'Expansion sur papier, web, mobile et tablette

J'achète ce numéro

Je m'abonne

Les + lus

Les + commentés

> Réforme fiscale: Moscovici "totalement en phase"

Les rémunérations proposées aux candidats à l'expatriation vers l'entreprise sont alléchantes. Un plus auquel Pierre-Marie Tulli, parti au Groupe Natexis Banques populaires, et Hugues Laporte-Many (CCF) ont été sensibles . Depuis, inexorablement, la liste des transfuges s'allonge. Coup sur coup, **Sylvie d'Arvisenet** et **Francis Cazorla** ont rejoint le Groupe Vivendi (propriétaire de *L'Expansion*) au côté de l'ancien juge antiterroriste **Alain Marsaud** . **Joël Menez** est, lui, arrivé chez LVMH et **Dominique Rouquayrol de Boisse** (conseiller référendaire à la Cour de cassation) vient de poser ses valises chez Axa-France pour y diriger le service juridique, tandis que Jacques Fourvel (chef de section au parquet financier) débarquait à Euris pour y superviser l'audit juridique.

Pour la plupart parisiens, ces juges ont eu l'occasion de se croiser en arpentant les couloirs du Palais de justice. Devenus salariés, ils restent marqués par la culture prégnante de leur corps d'origine qui compte peu d'élus, près de 7 000 personnes. Ces mutants sont-ils solubles dans le privé ? Question de circonstances et de tempérament. " Ils ne sont pas tous à classer dans la même catégorie ", nuance Anne Boigeol, chercheuse au CNRS et auteur d'une étude sur la magistrature, *Hors les murs*.

Il y a d'un côté les " techniques ", que l'on retrouve souvent au sein des directions juridiques (Jean-Luc Delahaye chez Bolloré Technologies, Françoise Pétereaux au Crédit agricole) et, de l'autre, les " politiques ", en mission auprès de la présidence ou de la direction générale (**Laurent Mayer** à Thales, Bernard Delafaye chez Lagardère, Patrick Quart à Suez). Distinction subtile mais réelle, à l'image de celle qui a cours dans la magistrature. Car le corps des robes noires est accroché à ses codes surannés ainsi qu'à ses grades, décorations et autres signes de pouvoir et d'influence.

Début juillet 2001, c'est dans les salons du Polo, au Racing Club de France - pas moins ! -, qu'une dizaine d'" anciens " s'est ainsi retrouvée à huis clos à l'initiative d'Anne-Marie Charbonnier, directrice des affaires juridiques et fiscales à la Sacem. Le très discret Bernard Delafaye, contrôleur général du Groupe Lagardère, ancien avocat général à la cour d'appel de Paris, anime aussi son cercle informel de convives.

" Nous parlons de choses et d'autres, sans arrière-pensées. Sortis de la magistrature, nous oublions même nos différences, syndicales et politiques ", témoigne **Michel Jeol** , ancien avocat général à la Cour de cassation et, depuis six ans, avocat au sein du cabinet Moquet Borde.

La migration vers le secteur privé n'est pas sans contraintes ni parfois sans regrets. Premier ajustement, accepter une relative perte d'autonomie. " Les juges bénéficient d'une assez grande liberté. Le monde de l'entreprise est très hiérarchisé ", analyse **Aude Dufetel**

trouver votre futur chez vous.

> [J'en profite](#)

avec Ayrault

- > Bricorama, Leroy-Merlin et Castorama se disputent le travail dominical au tribunal
- > L'Etat ne demandera pas le remboursement des aides à la SNCM
- > Microsoft annonce plus d'un million de Xbox One vendues en 24 heures
- > Free Mobile: Xavier Niel promet une entrée tonitruante sur la 4G

IMMOBILIER

avec Logic-Immo.com



> Voir l'annonce

Maison - ANGERS (49000) - 710000€

Diaporamas photo



EN IMAGES. Les 10 hommes clés de la réindustrialisation de la France



[Les gagnants et les perdants du budget 2014](#)

Reportages vidéo

Goodyear: les syndicats et employés sont "déterminés et en colère"



anciennement magistrate, devenue directrice adjointe aux affaires juridiques de BNP Paribas. Autre rite de passage imposé pour ces candidats au départ, la mise en disponibilité ou, plus radicale, la démission. La plupart optent pour une disponibilité de trois ans, renouvelable trois fois. Seule Sylvie d'Arvisenet a été contrainte de démissionner pour respecter une règle déontologique qui veut qu'un magistrat ne puisse travailler dans une entreprise concernée par un dossier qu'il aurait pu connaître.

1 sur 3 [page suivante](#) >>

D'autres vidéos Economie



Recommander Une personne recommande ça. [Inscription](#) pour voir ce que vos amis recommandent.

> Réagir



L'EXPANSION : 6 mois pour 9 € seulement

JE M'ABONNE



La zone euro sortira de la récession l'an prochain

Palmarès

Palmarès des écoles

De la qualité de la recherche au niveau de la langue, nous avons réalisé le classement des 36...

- > Salaire des jeunes diplômés
- > Salaires des cadres
- > Prix de l'immobilier
- > Fiches pays
- > Fiches entreprises
- > Stocks options des dirigeants